

Egypte : après la chute de des centaines de grèves éclatent



Dans de nombreuses villes (ici au Caire et à Mansoura, à 120 kilomètres au nord, le 14 février 2011), les travailleurs manifestent pour leurs propres revendications, dont l'augmentation des salaires. Sur ces photos : des travailleurs de la santé, du textile et des transports publics.



Photos AFP

L'armée, axe central du régime, a pris le pouvoir, mais le soulèvement révolutionnaire du peuple égyptien ne faiblit pas. Les travailleurs, partout, demandent des augmentations de salaires et, dans le même mouvement, réclament la démission des ministres et des directeurs nommés par le pouvoir. *Informations ouvrières* fait le point pour ses lecteurs sur l'immense mobilisation de ces derniers jours.

Le soulèvement révolutionnaire du peuple égyptien qui a entraîné la chute de Hosni Moubarak le 11 février dernier a des répercussions qui dépassent largement les frontières de ce pays de 80 millions d'habitants. Ce soulèvement, qui survient après celui du peuple tunisien, déstabilise non seulement l'ordre à l'échelle de la région, mais tout l'ordre mondial bâti sur l'oppression des peuples, au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie et ailleurs. Et c'est bien pour cette raison que l'administration Obama a tout tenté pour le maintenir en place le plus longtemps possible, puis, pour sauver le régime honni, y favoriser la prise du pouvoir par les généraux de l'armée dont est également issu Moubarak. Conscients de la brèche qu'ils ont ouverte, les travailleurs égyptiens s'y sont engouffrés. Pour faire valoir leurs revendications, une vague de grèves a lieu.

Samy Hayon

Mercredi 9 février. Alors que les manifestations se poursuivent dans toutes les villes du pays, des milliers de travailleurs, dans l'industrie textile, la métallurgie et le secteur des télécommunications, participent à des arrêts de travail, à des sit-in ou des manifestations pour réclamer de meilleurs salaires et conditions de travail. 3 000 ouvriers travaillant pour l'autorité du canal de Suez sont en grève. 6 000 ouvriers des arsenaux de Port-Saïd manifestent. Des centaines de fonctionnaires et d'universitaires manifestent pour des revendications salariales. Au Caire et à Ismaïlia, des milliers d'ouvriers sont en grève.

Selon le journal *Al Ahram*, les secteurs de l'alimentation, de l'électricité et du pétrole, notamment à Alexandrie, sont touchés. A l'aéroport du Caire, 150 travailleurs intérimaires manifestent pour obtenir un statut permanent. Dans le sud, notamment à Assiout et Sohag, des sit-in sont organisés dans plusieurs entreprises publiques et privées, y compris pharmaceutiques, rapporte la chaîne de télévision Al Djazira. A Port-Saïd, sur le canal de Suez, 300 habitants d'un bidonville protestent violemment contre l'absence de logements décentes. A Suez, deuxième jour de grève. 5 000 employés de diverses entreprises d'Etat manifestent sur leurs lieux de travail. A Helwan, 2 000 travailleurs de l'usine de filature Misr sont en grève.

10 février. La mobilisation ne faiblit pas, au contraire. Les millions de travailleurs misérablement payés, en ville comme aux champs, l'armée des chômeurs et des déshérités, se dressent plus déterminés que jamais contre le régime. Des manifestations massives gagnent les villes de province. Des centaines de médecins et d'infirmiers de Kasr el-Aini, un des plus grands hôpitaux publics, se joignent aux manifestants, place Tahrir. Les avocats en robe noire aussi. Les employés des transports publics sont en grève. Les chauffeurs de bus laissent les bus au dépôt. Ils réclament une augmentation de salaires. Les ouvriers de plusieurs usines d'armement se mettent en grève. Pendant toute la journée, des rumeurs insistantes font état d'un départ imminent de Moubarak et d'une

prise des rênes par les forces armées. Le soir, dans un discours télévisé autiste et arrogant, Moubarak annonce qu'il transfère ses pouvoirs à Omar Souleimane, l'ancien chef des services de renseignements, un des symboles du régime, le vice-président qu'il a nommé quelques jours plus tôt. Il répète qu'il ne quittera pas le pouvoir avant septembre.

Dès les premières minutes du discours de Moubarak, la déception des millions qui l'ont écouté s'est muée en stupeur, puis en indignation. Puis, la rage et la colère éclatent. La foule crie : « *Moubarak dégage !* », « *Dehors, dehors, dehors !* » Elle brandit des chaussures menaçantes dans sa direction. Moubarak et sa famille se sont envolés pour Sharm el-Cheikh. L'appel à manifester le lendemain, « *journee des martyrs* », va voir tout un peuple crier sa colère et sa volonté de chasser Moubarak et son régime corrompu. Devant le Congrès, à Washington, le directeur de la CIA, Leon Panetta, a jugé « *fort probable* » que Moubarak quitte le pouvoir dans la soirée et qu'il soit remplacé par son vice-président, Omar Souleimane. Le pronostic est démenti.

11 février. Alors que la foule afflue place Tahrir, 2 000 manifestants se rassemblent devant le palais présidentiel d'Ittihadia, à Héliopolis, dans la banlieue du Caire, et scandent : « *A bas Moubarak !* » A Alexandrie, à Suez, à Ismaïlia, partout dans le pays, des centaines de milliers de manifestants descendent dans la rue parce qu'ils veulent en finir avec Moubarak et le régime. Le Mouvement des jeunes du 6 avril (créé en 2008 en soutien à la grève des travailleurs de Mahalla El-Kubra) diffuse sur son site Facebook un communiqué disant notamment : « *Une grève générale est nécessaire pour mettre à bas Moubarak (...); les grèves doivent être coordonnées par des comités démocratiques de travailleurs, ils ont besoin de défendre la révolution (...). L'exigence d'une Assemblée constituante est maintenant cruciale. Ce ne sont ni les militaires ni les technocrates qui doivent décider de la nouvelle Constitution, mais une Assemblée démocratique composée de délégués populaires mandatés* ». (suite page 3) >>>

POI
PARTI OUVRIER
INDÉPENDANT

Communiqué du bureau national du POI (extraits)

(...) Le POI salue la détermination avec laquelle le peuple égyptien comme le peuple tunisien entend ne pas se laisser dessaisir de leur destin, refusant le maintien d'institutions corrompues et, dans le cas de la Tunisie, se prononçant pour une Assemblée constituante.

Le POI salue la manière dont, en Egypte comme en Tunisie, les travailleurs se placent au centre de cette révolution pour la démocratie et la souveraineté de la nation, ici (en Tunisie) se saisissant de l'UGTT, là (en Egypte) constituant de nouveaux syndicats et, partout, s'organisant en comités de défense.

Le POI met en garde contre toute tentative des gouvernements et des puissances capitalistes — à commencer par le gouvernement français et l'Union européenne — de s'ingérer dans les affaires des peuples tunisien et égyptien. C'est à eux et à eux seuls qu'il revient de déterminer leur destin. C'est le droit des peuples à décider d'eux-mêmes.

Paris, le 12 février 2011

INTERVIEW

Sami Tahri, secrétaire général du syndicat de l'enseignement secondaire de l'UGTT “Beaucoup de voix s'élèvent en Tunisie pour que soit réexaminée la position de l'UGTT”

Dans les entreprises et la fonction publique, une vague de grèves se répand dans tout le pays. Les travailleurs dressent leurs revendications et chassent directeurs et patrons proches du régime. Une même mobilisation se développe pour chasser les nouveaux préfets nommés par le gouvernement Ghannouchi.

Quel est le point de vue du responsable syndical que vous êtes sur la situation politique aujourd'hui ?

Après le 14 janvier, date de la fuite du dictateur Ben Ali, l'orientation de toutes les forces syndicales allait dans le sens de la formation d'un gouvernement de transition qui dispose de l'appui de tous et dont la tâche se limite à conduire les affaires courantes du pays. Mais le gouvernement Ghannouchi qui s'est formé n'a pas obtenu l'assentiment de toutes les parties. Il a été formé très rapidement et en deux temps. Le premier temps, il comptait quatorze représentants du RCD, ce qui a provoqué la colère de tous. Dans un deuxième temps, il a compté deux ministres du RCD et des technocrates proches du RCD. Par la même occasion ont été écartés les représentants des organisations politiques et associatives qui auraient pu aider à prendre en charge les dossiers urgents, à gérer la situation transitoire et rompre définitivement avec le passé pour poser les fondations de l'avenir de notre pays. Mais nous sommes surpris de constater que ce gouvernement est en train de prendre des responsabilités et de gérer des dossiers qui sortent du cadre de ses attributions, à savoir gérer les affaires courantes en attendant que les élections démocratiques aient lieu, que le débat politique ait lieu et que l'Assemblée constituante souveraine détermine les choix pour l'avenir de notre pays. Il a ainsi décidé de remplacer le personnel diplomatique, les préfets, il a aussi entrepris des discussions nombreuses et répétées avec l'ambassadeur des Etats-Unis et les représentants de l'Union européenne, comme il a engagé des discussions avec les ministres des Affaires étrangères, particulièrement européens. Ce qui est en totale contradiction avec les attributions d'un gouvernement provisoire.

Que cherche en fait ce gouvernement de Ghannouchi ? Il cherche à rassurer très rapidement l'Occident sur la continuité de la politique économique, à faire entendre qu'il n'y a pas de rupture entre la politique économique conduite par Ben Ali et celle conduite aujourd'hui par le gouvernement Ghannouchi, que les grandes orientations d'ouverture au marché mondial, d'ouverture aux investissements étrangers, de privatisation du secteur public et des services vont continuer. Orientation qui est évidemment en totale contradiction avec les axes fondamentaux de la révolution. Parce que les revendications portées par la révolution depuis décembre 2010 étaient d'abord des revendications sociales (la création d'emplois, le développement régional, la question de l'échec des investissements qui n'ont pas réussi à redresser l'économie, à créer des emplois et à assurer le développement équilibré des différentes régions, la succession des crises économiques et sociales que nous connaissons depuis des décennies). Dans un second temps, la révolution a posé directement la question de l'horizon politique de notre pays, considérant que toute la politique économique entreprise par le gouvernement est directement en rapport avec ses choix et ses engagements politiques. C'est pourquoi le peuple a



Manifestation, le 5 février à Tunis, des employés du ministère des Finances.

visé la chute du régime parce que la révolution n'est pas une révolution pour la liberté seulement, mais elle a une grande portée économique et sociale. Et ses objectifs sont toujours d'actualité. La révolution n'a pas pour seul objectif de rompre avec la dictature et d'instaurer un régime parlementaire garantissant la liberté d'expression et d'organisation — qui sont, certes, des acquis considérables et indispensables —, mais elle vise à réunir une Assemblée constituante souveraine et démocratique en même temps que la dissolution de l'actuel Parlement et du Sénat, et la révision de toutes les lois électorales (peut-être même que ce gouvernement n'en a ni la capacité ni la volonté) (...).

Le Premier ministre, Ghannouchi, vient d'annoncer l'organisation d'une conférence internationale en mars prochain réunissant tous les partenaires économiques de la Tunisie, et particulièrement l'Union européenne. Cette annonce a été faite devant le ministre allemand des Affaires étrangères et répétée auprès de Catherine Ashton, la représentante de l'Union européenne.

La dernière déclaration de Ghannouchi concernant l'organisation en mars prochain d'une conférence internationale représente une grave atteinte à la souveraineté du peuple tunisien et un large outrepassement des prérogatives très restreintes d'un gouvernement provisoire. Nous savons tous que tout gouvernement provisoire n'a pas pour objectif ni pour responsabilité de mettre en place un programme économique et politique, alors que le gouvernement Ghannouchi est en train de prendre des engagements dangereux et d'établir des accords internationaux qu'il n'a aucun droit de prendre. Nous constatons aujourd'hui que plusieurs pays et plusieurs organismes internationaux sont disposés à « aider » la Tunisie par des prêts et des aides financières. La question que nous posons est la suivante : est-ce qu'il y a un bilan de la situation économique qui nous pousserait, compte tenu de sa gravité, à recourir aux prêts et aux aides

internationales ? Nous répondons que non. Au contraire, nous disons que se précipiter dans la voie dans laquelle s'est engagé le gouvernement Ghannouchi est une forme de tromperie, laissant croire que l'économie de notre pays est au bord du gouffre. Même s'il y a eu un freinage de l'activité économique, la situation commence à reprendre et les exportations également. Il n'y a pas d'autres raisons à l'accélération des discussions avec l'Union européenne que celle du maintien de la même politique économique qui avait cours sous Ben Ali. C'est-à-dire la liquidation de tout ce qui reste d'entreprises publiques, à savoir les 42 % qui sont encore dans le secteur public, dans cette période transitoire, pour que le capital mondial ait les coudees franches dans notre pays. Mais également pour que le gouvernement qui succédera à ce gouvernement Ghannouchi puisse s'orienter plus avant dans la voie libérale ouverte sur la mondialisation et le capitalisme féroce (...).

Nous disons que le fait que Ghannouchi ait été maintenu à la tête du gouvernement, en même temps que Chelbi et Jouini, tous les deux chargés de l'Économie, n'a pas d'autre objectif : achever et consolider la politique libérale entreprise depuis le milieu des années 1980 et qui s'est approfondie depuis une vingtaine d'années avec Ben Ali. Le gouvernement Ghannouchi-Chelbi-Jouini représente le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et l'Union européenne. Leur présence au sein du gouvernement provisoire n'est qu'une recommandation américaine et européenne. C'est cette bataille-là qu'est en train de mener aujourd'hui le capitalisme dans notre pays : faire en sorte que le gouvernement soit le garant des engagements antérieurs.

D'ailleurs, Ghannouchi a exercé ses talents en tant qu'expert de la Banque mondiale pour les privatisations...

Effectivement, il était l'élève appliqué de la Banque mondiale pour mettre en place la politique de privatisations

dans notre pays, peut-être avec plus de créativité et d'engagement. L'une des plus grande tâches de la révolution est d'arrêter le rouleau compresseur des privatisations et de faire en sorte que les démarches entreprises par Ghannouchi dans ce sens soient stoppées (...).

Face à l'orientation dans laquelle s'engage le gouvernement Ghannouchi et qui vise à enchaîner encore plus la Tunisie à l'Union européenne, quelle peut être la position de l'UGTT ?

Il faut savoir que l'UGTT a donné son accord à la formation de ce gouvernement. Elle ne lui a pas donné un chèque en blanc. Cet accord est soumis à des conditions. Premièrement, c'est un gouvernement provisoire. Deuxièmement, c'est un gouvernement chargé de gérer les affaires courantes, c'est un gouvernement chargé de préparer la transition de la dictature à la démocratie. Il faut savoir aussi que l'UGTT, durant les deux décennies qui viennent de s'écouler, ne s'est pas opposée frontalement à la politique des privatisations. Elle a brandi l'étendard du non à la privatisation, mais, dans les faits, elle n'a fait que les accompagner en essayant de préserver autant que faire se peut les intérêts des travailleurs qui passaient du secteur public au secteur privé. Il est certain qu'aujourd'hui cette question est à l'ordre du jour dans les débats à l'intérieur de l'UGTT. Il est absolument évident que la révolution impose à l'UGTT qu'elle revoie fondamentalement sa politique économique et qu'elle revienne à son programme fondateur, dans lequel il est énoncé clairement que l'UGTT a un horizon socialiste. Comme il est impératif que soit posée la question de la renationalisation des entreprises privatisées, comme par exemple les 35 % du secteur de la poste ou les chemins de fer ou certains services de la Steg ou de la Sonede. Tunis Air a été aujourd'hui remémbré après avoir été disloqué en plusieurs entreprises.

Mais quelle pourrait être la position de la commission administrative de l'UGTT face aux choix et aux engagements pris par Ghannouchi dans la voie du renforcement des liens avec l'Union européenne, et de convocation en mars d'une conférence internationale ?

Il faut savoir qu'aujourd'hui il y a beaucoup de voix qui s'élèvent pour réexaminer la position de l'UGTT par rapport au gouvernement, dans la mesure où le gouvernement est sorti des frontières qui lui ont été fixées.

Les dernières rencontres entreprises par le gouvernement Ghannouchi (ministres des Affaires étrangères français, allemand, représentant de l'Union européenne) apparaissent pour protocolaires.

Mais elles sont lourdes de conséquences, parce qu'elles veulent sceller de façon durable l'avenir économique de notre pays.

Face à cette situation, il est certain que l'UGTT, comme toutes les forces politiques ainsi que la société civile, doivent prendre leur responsabilité.

Propos recueillis par
 Mohamed BEN LARBI ■

POI

“Union européenne : bas les pattes devant la Tunisie !”

Lettre du POI aux militants qui ont participé à la Conférence ouvrière européenne de Berlin (19-20 juin 2010) (extraits)

(...) Le 5 février, l'Union européenne a annoncé qu'elle a mis en place « un plan d'aide en faveur de la Tunisie et de l'Égypte », afin « de répondre à leurs nouveaux besoins et pour apporter un large soutien au processus de transition dans ces pays ».

Le 9 février, le « ministre des Affaires étrangères » de l'Union européenne, membre du Labour Party de Grande-Bretagne, Catherine Ashton, déclare (...) que « l'Union européenne est décidée à aider la Tunisie dans le court et le long terme pour accompagner le processus de transition démocratique dans le pays ». Elle souligne « l'importance de la restauration de l'Etat de droit et le renforcement des institutions » (...).

Le même « Parlement » européen avait été saisi le 31 janvier 2011 d'une résolution déposée en commun par des représentants des groupes PPE (droite), ALDE (« Libéraux et démocrates »), Verts/ALE, ECR (« Conservateurs »), S&D (groupe « Socialistes et démocrates »), qui comprend le PS en France) et le groupe GUE-NGL (sous la signature notamment de Patrick Le Hyaric, du PCF, et de Jean-Luc Mélenchon, du Parti de gauche).

Cette résolution affirme notamment que le « Parlement » européen, « considérant que la Tunisie et l'Union européenne étaient en train de définir le plan d'action pour la période 2011-2016 ; considérant que ce processus nécessitera des engagements accrus de la part des deux partenaires (...), appelle le Conseil, la Commission et la haute représentante de l'UE (Catherine Ashton) à se tenir en conséquence prêts à réorienter les fonds — et au besoin à les augmenter — des différents instruments financiers de coopération UE-Tunisie (...), invite la haute représentante et vice-présidente à appuyer le prochain processus électoral en envoyant en Tunisie une mission d'observation électorale (...), demande à la Commission de favoriser, y compris financièrement, l'appui et l'aide que la société civile européenne peut apporter à la société civile tunisienne, en particulier les associations de défense des droits de l'homme et les partenaires sociaux ». Renforcer l'accord d'association avec l'Union européenne, financer les « partenaires sociaux », superviser les « élections »... qui peut croire un seul instant qu'il s'agisse de « solidarité » avec le peuple tunisien ? Nous nous adressons à vous : ne faut-il pas alerter le mouvement ouvrier et démocratique en Europe pour dire : pas d'intervention ! Pas d'ingérence !

REPÈRES

L'Algérie de 1992 à 2011

Le FMI déclare la guerre à la jeunesse algérienne

En pleine révolution tunisienne et égyptienne, le FMI exige du gouvernement algérien qu'il cesse les augmentations salariales, favorise les capitaux étrangers et privatise les banques.

Par Lucien Gauthier

Louisa Hanoune, secrétaire générale du Parti des travailleurs d'Algérie, lors d'une conférence de presse tenue le 13 février, a dénoncé le FMI, qui « recommande » au gouvernement algérien des « réformes structurelles ».

Dans ce document du FMI, on peut ainsi lire qu'il est nécessaire que « l'orientation budgétaire expansionniste des dernières années soit contenue », remettant en cause le plan d'investissement public de 286 milliards de dollars.

Le FMI considère également que « la poursuite des réformes budgétaires sera cruciale (...) (Il faut) maîtriser les dépenses publiques, notamment par un contrôle accru de la masse salariale du secteur public. » Le FMI regrette que le gouvernement ait augmenté de 25 % les salaires de la fonction publique !

Le FMI déclare également que « la nouvelle réglementation relative aux investissements étrangers pourrait dissuader les investisseurs étrangers ». Cela concerne les mesures prises en 2009 dans la loi de finances (51 % pour l'Etat, 49 % pour le privé), mais aussi le rétablissement du contrôle des investissements et des taxes douanières.

Le FMI appelle à des réformes structurelles, notamment l'ouverture du système bancaire à des investisseurs étrangers, l'amélioration de la croissance, qui, pour le FMI, ne peut être que « tirée par des investis-



Louisa Hanoune et Sidi Saïd, secrétaire général de l'UGTA, lors de la Conférence mondiale d'Alger, en novembre 2010.

Photo / O

sements privés afin de faire reculer le chômage, particulièrement parmi les jeunes » !

Au moment même où la jeunesse et la population se sont soulevées en Egypte et en Tunisie, le FMI exige du gouvernement algérien qu'il applique la même potion que Ben Ali et Moubarak à une masse de jeunes diplômés qui se trouvent sans possibilité de travailler, ou, pour une minorité, sont obligés d'accepter d'être surexploités dans les entreprises délocalisées d'Europe.

Lors de la conférence de presse, Louisa Hanoune a souligné : « Nous ne sommes pas l'Egypte de Moubarak ou la Tunisie de Ben Ali. Les ré-

gimes sont différents. » Elle notera que le FMI dénonce la loi de finances de 2009 et les mesures d'investissements publics prises en 2010, qui sont une avancée. Mais ce n'est pas suffisant. Louisa Hanoune, au nom du Parti des travailleurs, considère qu'il faut, au contraire de la recommandation du FMI (« une déclaration de guerre contre les jeunes »), aller de l'avant : plan d'emplois pour la jeunesse, les salaires, la nationalisation des usines clés. Selon elle, en Algérie, « les grèves et les mouvements sociaux témoignent d'une bonne santé » (La Tribune, 14 février).

Selon Le Soir d'Algérie (14 février), « l'alternative proposée par le PT consiste en la création de comités populaires. Une initiative déjà approuvée par le comité central et qui

consiste à regrouper les citoyens et à recenser leurs préoccupations. Ces dernières sont nombreuses, en témoignent les manifestations de colère et les grèves que connaissent les différentes régions du pays. En optant pour ces comités populaires, le PT espère pouvoir anticiper et se dit prêt à toute éventualité. »

Et pour Le Temps (14 février), Louisa Hanoune a sollicité « le premier magistrat (le président de la République — NDLR) du pays sur l'urgence de mettre en place une nouvelle loi électorale pour aller vers des élections anticipées d'une Assemblée constituante et trouver des solutions aux questions qui restent en suspens depuis les années 1990... afin de fermer définitivement la parenthèse sur cette période. » ■

"Pour la création de comités populaires"

Tizi-Ouzou

Marche étudiante pour la défense des diplômes

Intervention de Sofiane, étudiant en droit, militant de l'Organisation des jeunes pour la révolution (OJR), au meeting du 5 février organisé par le PT.

« Si nous sommes aujourd'hui rassemblés en tant que militants, adhérents et sympathisants du Parti des travailleurs et de l'Organisation des jeunes pour la révolution, c'est pour exprimer notre soutien à la révolution tunisienne et au soulèvement du peuple égyptien (...). Nous sommes solidaires avec ces peuples parce que nous avons le même ennemi, l'ennemi de tous les peuples : le système capitaliste, qui incarne les intérêts des multinationales (...).

Dans notre pays, le ministre de l'Enseignement supérieur a généralisé le système LMD (1), qui casse et dévalorise les diplômes. Des mouvements de grèves et de protestations ont été organisés par les étudiants dans les universités de différentes régions du pays, pour revendiquer leurs droits et défendre leurs diplômes (...).

Le 1^{er} février, les étudiants de l'université de Tizi-Ouzou sont sortis manifester par milliers pour revendiquer leurs droits, de véritables diplômes, le maintien du système classique et pour exprimer leur refus de la privatisation des œuvres

sociales (...). Dans cette manifestation, les étudiants ont donné une leçon de nationalisme aux séparatistes du MAK (Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie — NDLR) qui ont voulu récupérer la marche. Les étudiants ont affirmé leur attachement à la souveraineté nationale et à l'unité de la nation. Ils leur ont confisqué leur drapeaux, en chantant l'hymne national. Un autre parti (le RCD — NDLR) a rejoint la

marche et a également essayé de la récupérer, alors qu'il est contre les revendications des étudiants, qu'il a pris position pour le système LMD et qu'il œuvre dans l'intérêt de l'impérialisme. Mais les étudiants ont été vigilants et ont déjoué cette sordide manœuvre, ils les ont empêchés d'atteindre leur objectif politique.

En définitive, les étudiants ont poursuivi leur marche et transmis leurs revendications aux plus hautes autorités du pays. » ■

(1) « Licence, master, doctorat » (LMD) est l'application en Algérie du LMD de France, cassant les diplômes au nom des accords avec l'Union européenne.

La curieuse campagne de la presse française

La presse française, notamment Libération et Le Figaro, ont annoncé l'apocalypse en Algérie à la suite de l'interdiction de la manifestation organisée par une coordination pour le changement et la démocratie, mais qui n'est en réalité qu'un sigle pour le parti de Saïd Sadi, du RCD. C'est volontairement que le RCD avait décidé d'organiser une manifestation qu'il savait interdite dans l'objectif d'en appeler à l'ingérence étrangère. Ce parti avait préalablement fait la tournée des chancelleries européennes et américaine. D'ailleurs, le gouvernement français a publié un communiqué dans lequel il est dit : « La liberté d'expression doit être respectée et les manifestations doivent pouvoir se dérouler librement. » Le gouvernement américain a réaffirmé son « soutien aux droits universels du peuple algérien, y compris les droits de réunion et d'expression ».

Le Parti des travailleurs d'Algérie avait appelé les autorités à laisser le RCD manifester. Et Louisa Hanoune a précisé : « Rien ne justifie la non-autorisation des marches à Alger. La liberté est un facteur d'ordre qui permettra d'isoler les aventuriers et les provocateurs. » Elle a ajouté : « Le peuple ne peut pas marcher avec un parti de droite ayant fait partie d'un gouvernement qui avait décrété l'état d'urgence et d'autres mesures rétrogrades. »

Le Front des forces socialistes (FFS, opposé au gouvernement, puisqu'il a même boycotté les dernières élections) n'a pas non plus appelé à ce rassemblement. L'un des responsables du FFS indiquant : « Nous ne marcherons pas avec les organisateurs dont l'agenda est déterminé à l'extérieur de l'Algérie. »

Le quotidien Le Monde écrit, à propos de cette « coordination » : « Certains n'hésitent pas en aparté à imputer le manque de succès de l'appel à cette présence trop voyante de M. Sadi dans les années 1990 dans le compagnonnage du régime. »

En effet, lorsque l'état d'urgence a été décrété en 1992, le RCD a approuvé les militaires. Ses députés ont voté toutes les lois, notamment celles de privatisation. De 1998 à 2001, il y avait plusieurs ministres du RCD au gouvernement.

Louisa Hanoune ajoute : « Le peuple n'oublie pas. Le parti qui a appelé à cette marche est le seul ayant plaidé officiellement pour la normalisation avec Israël. Il a été invité par l'Otan au cours de cette session parlementaire et il avait demandé de faire pression sur l'Algérie pour quelle cède aux forces sionistes. Ils veulent une révolution à l'irakienne sous la coupe américaine. »

L. G. ■

● **1992** : En janvier, coup d'Etat militaire interrompant le processus électoral au nom de la lutte contre le « terrorisme islamiste » (dissolution du FIS). Début de la « décennie noire », qui voit une véritable guerre de terreur s'abattre sur l'Algérie (150 000 morts).

● **1995** : A l'initiative de la communauté San Egidio, conférence avec le parti islamiste dissous (le FIS), l'ex-parti unique (le FLN), le Front des forces socialistes (FFS, principalement basé en Kabylie), Ben Bella et le Parti des travailleurs (PT). Un « contrat national » pour la paix est signé. Le pouvoir algérien, ainsi que le RCD (autre parti basé en Kabylie) dénoncent cette conférence avec les « terroristes ».

● **1998** : Après une longue campagne sur le thème de la paix, le PT est à l'initiative, en mai, d'une « conférence nationale pour la paix et la fraternité ».

● **1999** : A l'élection présidentielle, Louisa Hanoune est la candidate du PT. Bouteflika est élu président. Il engagera quelque temps plus tard une démarche dite de « réconciliation nationale », proposant aux « terroristes l'amnistie en échange du dépôt des armes ». Le PT appuie la démarche du président, tout en développant une campagne contre les plans de privatisation du secteur public.

● **2001** : Grève générale à l'appel de l'UGTA, la centrale syndicale, contre le projet de privatisation des banques.

● **2002** : Un jeune est tué par la police. La population de Kabylie se soulève. Le PT se prononce contre la répression. Il engage une campagne centrale dans toute l'Algérie pour l'organisation d'un référendum pour la reconnaissance de la langue berbère (tamazight) comme langue nationale et officielle. En avril, le président Bouteflika convoque le Congrès (Sénat et Assemblée nationale) pour la reconnaissance du tamazight comme langue nationale.

● **2003** : Grève générale à l'appel de l'UGTA contre les privatisations. La grève est massivement suivie, notamment en Kabylie.

● **2005** : Le PT est le seul parti qui dénonce la signature par le gouvernement algérien d'un accord d'association avec l'Union européenne.

● **2008** : En juillet, le président Bouteflika annonce l'échec des plans de privatisation.

● **2009** : L'Assemblée nationale vote la loi de finances établissant notamment le fait que l'Etat devait posséder 51 % au minimum dans toutes les entreprises. Les députés du PT présenteront des amendements à cette loi, notamment pour une allocation pour les jeunes. La majorité présidentielle et le RCD votent contre cet amendement. Le PT considère néanmoins que cette loi de finances est un premier pas et la vote.

● **2010** : Le PT prépare son congrès par une série de réunions publiques sur le thème : « 51-49, c'est un premier pas, mais nous, c'est 100 % ». Le gouvernement annonce un plan d'investissement public pour l'emploi, le logement et l'industrie de 286 milliards de dollars.

● **2011** : Le gouvernement annonce des mesures contre la spéculation. Les patrons concernés protestent et font monter les prix des produits de base jusqu'à 70 %. Des émeutes de certaines fractions déshéritées de la jeunesse ont lieu. Le gouvernement cède aux spéculateurs. Dans un communiqué, le PT dénonce ce recul et propose que soit rétabli, même provisoirement, le contrôle du commerce extérieur et un plan massif d'emplois pour les jeunes. Un deuxième communiqué reprenant ces mesures d'urgence est cette fois-ci signé en commun par le PT et l'UGTA.